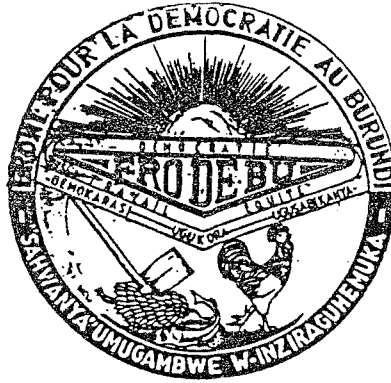


REPUBLIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE " SAHWANYA "
UHUZA ABABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

SECTION BELGIQUE

Le 08 décembre 1995

Monsieur le Président du parti
SAHWANYA-FRODEBU

à BUJUMBURA

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente, la prise de position politique des militants du parti SAHWANYA-FRODEBU, SECTION BELGIQUE, face aux défis du moment à la gestion de nos mandataires politiques.

La présente décision a été prise lors de notre assemblée générale tenue en date du 03 décembre dernier.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Pour la section FRODEBU-BELGIQUE:

Isidore NDAYIRINDE, Président.

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE "SAHWANYA"
UHUZA ABAHARANIRA
DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
AU BURUNDI

Bruxelles, le 7 décembre 1995

Aux membres du Comité Directeur National
du Parti "SAHWANYA-FRODEBU"

C/° L'Honorable Docteur Jean MINANI,
Président du Parti "SAHWANYA-FRODEBU"
à BUIUMBURA. -

Concerne: Prise de position politique face aux défis du moment à la gestion de nos mandataires politiques.

Messieurs les membres du comité Directeur National,

Par la présente, nous avons l'honneur de nous adresser encore à vous, pour vous faire part de nos inquiétudes face aux nombreux défis que doit affronter notre Parti SAHWANYA-FRODEBU, afin d'éviter d'être désavoué lors des élections prochaines en 1998. Nous voudrions également vous faire part des inquiétudes soulevées par la gestion laxiste de certains de nos Ministres et par les prises de position contestables du chef de l'État. Nous ne manquerons pas, dans chaque cas relevé, de vous faire des propositions d'interpellations des intéressés, afin de corriger le tir tant qu'il en est encore temps.

1°. Au Ministre de l'Enseignement Secondaire et Supérieur et de la Recherche Scientifique, Monsieur Liboire NGENDAHOYO:

-Nous déplorons sa façon de gérer le système éducatif de l'Université du Burundi, les massacres impunis d'étudiants hutu et l'exclusion des étudiants universitaires d'ethnie hutu. Certes nous saluons le remplacement du Recteur Rurihose Fidèle après les massacres de juin 1995, mais il reste encore beaucoup à faire pour redresser le système éducatif burundais.

Nous proposons:

-que l'on suspende le fonctionnement de l'Université du Burundi et que l'on déclare l'année académique 1995-1996 année blanche;

- que l'on réhabilite les étudiants hutu du Burundi dans leurs droits en terme d'aide sociale et de bourses d'études, en considérant que le droit à l'éducation est un des droits fondamentaux de l'Homme (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme);
- si le Ministre de l'Enseignement Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique n'est pas en mesure de tenir compte de ces revendications, qu'il soit remplacé;
- au niveau de l'enseignement secondaire: cet enseignement manque de professeurs suite au départ des professeurs rwandais, à l'insécurité dans les écoles montée en flèche depuis 1993, au nombre d'élèves tutsi engagés dans les milices paramilitaires; il souffre également du manque des locaux et d'écoles, certaines d'entre-elles étant occupées par les déplacés qui y aggravent l'insécurité;
- de favoriser l'offre scolaire surtout dans les régions sinistrées comme celles du nord et de l'ouest du Burundi;
- de permettre aux parents d'exercer la liberté de choix en créant d'autres écoles pour les enfants hutu. Nous préconisons en guise d'exemple, l'ouverture du Lycée de Kirundo, déjà décidée bien avant sa mort par le Président NDADAYE et son Gouvernement (septembre 1993);
- de faire appel au personnel enseignant étranger et en même temps d'étudier les possibilités d'assurer la sécurité du personnel et des enfants;
- que le Ministre chargé de l'Enseignement Secondaire remplisse ses devoirs d'équité car tous les enfants sont égaux devant la loi, en évitant notamment de distribuer 10.000 FBU par étudiant comme il le fit en janvier 1995 pour les étudiants tutsi de Gitega, alors que des étudiants hutu étaient obligés de rester cachés dans les marais;
- qu'à l'avenir le Ministre s'abstienne, comme il le fit après les massacres de juin 1995 où il rencontra pendant trois jours les étudiants au quartier KAMENGE, de tenter de convaincre ces derniers de retourner au campus sans aucune garantie de sécurité ni enquête sur les massacres.

2° Concernant la gestion des ministères dévolus aux Forces de Changement Démocratique, pourquoi notre parti lâche-il des ministères lui reconnus par la Convention de gouvernement ? Citons: les ministères de la Communication, des Droits de l'Homme, de la Promotion Féminine et des Affaires Sociales, de la Justice (département neutre revenant au FRODEBU). Nous proposons que notre parti exige la restitution immédiate de ces ministères aux Forces de Changement Démocratique, au risque d'une crise gouvernementale s'il le faut.

3° Au sujet du Ministère des Relations Extérieures: nous déplorons que le Ministre titulaire Paul MUNYEMBARI qui s'était illustré positivement en

soutenant les positions de M. l'Ambassadeur Robert KRUEGGER ait été remplacé sur pression des forces déstabilisatrices de l'opposition, et que son poste ait fait l'objet de chantages en échange du Ministère de l'Intérieur.

Proposition: tout en nous félicitant du choix judicieux du successeur du Ministre MUNYEMBARI, nous vous conseillons à l'avenir de ne plus céder aux ukases de l'opposition, car cela nous déconsidère aux yeux de nos partenaires étrangers.

4° Au sujet du Ministère de la Communication: nous constatons l'impuissance de nos mandataires à faire taire les médias de la haine et à sanctionner les journalistes de la RTNB alliés aux forces putschistes. En témoignent les quolibets adressés au Président du parti majoritaire et démocratique (le Parti SAHWANYA-FRODEBU), l'Honorable Docteur Jean MINANI lors de son passage à la télévision nationale le 1er juin 1995. Nous réclamons des sanctions à l'endroit de ces journalistes, d'autant plus que la faute professionnelle a été commise à l'occasion du jour de la commémoration de la victoire de la démocratie.

5° Quant au Secrétaire d'État à la Sécurité Publique: nous souhaiterions que le titulaire de ce poste use d'autant de personnalité que le fait le Secrétaire d'État à la Coopération dans son domaine face à son Ministre de tutelle.

6° S'agissant du PRÉSIDENT de la RÉPUBLIQUE:

Nous déplorons l'usage du double langage et le recours au mensonge comme l'ont toujours fait les dirigeants upronistes avant juin 1993. En effet, le Président NTIBANTUNGANYA demande à la population de faire confiance à l'armée, pendant que celle-ci se livre à des massacres collectifs et aveugles; de même, il n'hésite pas à féliciter l'armée malgré ses exactions, comme il le fit mercredi le 7 juin 1995 après les massacres KAMENGE. Nous proposons de mettre fin à la campagne meurtrière de désarmement, car il ne faut désarmer que celui qui détient et se sert illégalement de l'arme qu'il possède. Or, les premiers à l'avoir fait ce sont les militaires qui ont assassiné leur chef suprême: le Président NDADAYE Melchior.

-Le Président de la République vient de récidiver dans sa déclaration du 1/12/1995 à la RTBF. A propos de l'armée: il a laissé entendre que celle-ci serait son otage, et pas le contraire; donc il est responsable des tueries de l'armée, puisqu'elle agit sur son ordre. Cette armée est-elle réellement sous son contrôle ? Nous nous permettons d'en douter, puisque les faits démontrent plutôt le contraire. Malhonnête, le premier de nos mandataires politiques ne joue pas sur la réalité et ne veut pas la dire. Le peuple burundais en général, et les militants du FRODEBU en particulier, se sentent désabusés et abusés. En effet, nous ne comprenons pas

comment le Président NTIBANTUNGANYA peut avoir confiance en cette armée qui a tué son illustre prédécesseur, alors qu'il est lui-même un élu de ce peuple malmené par l'armée dite nationale.

-Le Président cherche les ennemis de la nation là où ils ne sont pas. Qu'on en juge: lorsqu'il fustige la "Radio Démocratie", il se trompe d'adversaire. En effet, les vrais ennemis de la Nation sont, d'une part, ceux qui ont commis le putsch d'Octobre 1993 et refusent le verdict du peuple; d'autre part, les milices qui pratiquent l'épuration ethnique des villes burundaises. En mettant l'accent sur la circulation actuelle des armes dans la région des Grands Lacs, le Président de la République a raison. Mais il ne faudrait pas oublier que les armes ont commencé à circuler au Burundi en 1973, puis dans toute la région depuis la guerre du Rwanda en 1990, situation qui s'est aggravée avec les crises politiques récentes du Burundi (1993) et du Rwanda (1994). Le cas le plus connu actuellement est celui de Hitimana Mathias, commerçant d'armes et ténor de l'opposition burundaise. Pourquoi le Président ne le souligne-t-il pas? Or, la loi vaut pour tout le monde.

S'agissant de la "Radio Démocratie", nous reconnaissons son droit à l'existence en tant que radio libre au nom de la liberté d'expression. Si elle est fautive, c'est la loi et la loi seule qui est habilitée à la sanctionner et non les hommes politiques. La politisation actuelle de cette affaire jette donc de l'eau au moulin des fossoyeurs de la Démocratie.

Pour terminer, nous ne manquerons pas de féliciter tous nos militants, nos mandataires et nos dirigeants qui n'ont pas failli à l'héritage de notre regretté Héros National: Son Excellence le Président Melchior NDADAYE. A ce titre, mention spéciale doit être faite des membres de l'Assemblée Nationale et des membres du Bureau Exécutif du Comité Directeur National, pour leurs positions politiques courageuses en ces temps de crise grave. Comme nous l'a conseillé le Président NDADAYE Melchior: "Mwese mugende muhagaze bwuma".

Pour la section-BELGIQUE du Parti SAHWANYA-FRODEBU

NDAYIRAGIJE Samuel, Secrétaire général du Comité

NTIBAZONKIZA Raphaël, Représentant en BELGIQUE

RUFYIKIRI Gervais, membre

SINDIMWO François, membre